

**RAPPORT DE MISSION DU MONITORING DE MOUVEMENT ET PROTECTION DE POPULATION DANS LES GROUPEMENTS OU AIRES
DE SANTE ABORO, BUBA, DHEBU ET KPANDROMA
DU 01 AU 04 OCTOBRE 2018**



Photo 1: Une famille de déplacées venue de Jiba village pour Dhebu



Photo 2: Une source d'eau non appropriée créer par les déplacés à Dhebu

I. CONTEXTE DE LA CRISE

La situation sécuritaire dans les groupements de Dhendo, Laddedjo, Laudjo et Linga de ZS de Jiba et Linga en territoire de Djugu, reste instable et préoccupante avec les attaques répétées des groupes armés ou saillants aux positions FARDC.

Depuis mi-septembre 2018, les groupes armés/assaillants ont commencé à attaquer les positions de FARDC dans ces groupements.

Les ripostes et les opérations militaires de FARDC à ces assaillants depuis mi-septembre 2018, restent toujours en vigueur.

Selon la population, les assaillants accusent les militaires FARDC d'avoir exagéré dans le rançonnement des populations, tout en tuant plusieurs hommes de leurs communautés ; c'est ainsi qu'ils ont commencé à attaquer leurs positions.

Actuellement, les patrouilles militaires de FARDC se sont accentuées dans ces groupements.

Le climat de méfiance à connotation interethnique (Hema-Lendu), a entraîné des multiples mouvements internes de population civile et la peur des représailles reste perceptible dans la communauté et limite leurs mouvements à l'intérieur de ces groupements/localités (activités champêtres et commerciales). Il sied à signaler aussi le problème pour la FARDC de distinguer les assaillants et les civils l'impraticabilité (circulation) des routes suite à cette confusion totale ; les FARDC accusent les civiles de collaborer avec les assaillants ou groupes armés.

A cela s'ajoute la difficulté d'accès des humanitaires vers certaines localités d'accueil des personnes déplacées pour des raisons d'insécurité.

II. METHODOLOGIE DE COLLECTE DES DONNES

Cette mission a été réalisée par COOPI et ONG Nationale-PADI composée de six (6) staffs dont :

- 3 staffs de COOPI (1 Superviseur de monitoring de protection et 2 Nutritionnistes) et,
- 3 staffs de PADI (1 Psychologue, 2 animateurs de monitoring de protection).

Cette équipe de la mission a collecté les données à travers les méthodologies suivantes : i) Focus group ou séance de travail avec les autorités locales (chefs de villages), leaders communautaires (pasteurs, infirmiers, notables), représentants de la société civile, représentants des jeunes et RECO, en impliquant les femmes, ii) Visites et entretiens avec les déplacés, iii) Visites de certains services sociaux de base.

III. ANALYSE DES BESOINS

Plusieurs besoins humanitaires ont été observés ou enregistrés pendant cette mission ; l'équipe de la mission a collecté les besoins que dans les secteurs/clusters suivants :

III. 1-PROTECTION

1 - Mouvements de population et AMES/Abris

Les villages (Dhebu, Gosenge/Aboro, Mokpa/Dhebu, Zabu/Kpandroma, Buba) visités ont accueilli des déplacés en provenance des localités de groupements Dhendo, Laddedjo, Laudjo et Linga depuis fin septembre 2018, après avoir passé environ 3 jours en brousse pour certains déplacés. Du 01 au 04 octobre 2018, selon les chefs de villages, la société civile et les leaders communautaires (particulièrement les infirmiers titulaires), ces déplacés sont estimés à environ **16 773 personnes déplacées** dans les différentes localités AS de Dhebu, Kpandroma, Aboro et Buba repartis de la manière suivante :

- 50%, soit 8386 déplacés sont dans l'AS de Dhebu
- 30%, soit 5032 déplacés sont dans l'AS Aboro
- 15%, soit 2516 déplacés sont dans l'AS de Kpandroma
- 5%, soit 839 déplacés sont dans l'AS de Buba.

Il sied à signaler que l'accès est limité pour certaines localités de ces AS qui ont accueilli les déplacés pour des raisons d'insécurité.

Selon les déplacés visités, ils auraient effectués 2 à 3 vagues de déplacement depuis leurs localités d'origines et pour la majorité, ils n'envisagent pas un retour dans les 2 prochains mois pour des raisons suivantes : i) insécurité dans leurs villages, ii) maisons incendiées, iii) accès limité pour les activités champêtres (champs, etc.). La majorité des déplacés ont signalé la perte de $\frac{3}{4}$ de leurs biens ou articles ménagers essentiels perdus pendant les attaques (FARDC-Assaillants) et les déplacements.

2- Sécurité et bien être

Il est ressorti lors des entretiens avec les différents groupes que la situation sécuritaire demeure préoccupante suite à l'instabilité socioéconomique dans les zones, et la dissémination des hommes armés au sein de la population. Pour certains groupes (des hommes et leaders), le sentiment d'insécurité viendrait aussi du fait de la suspicion que certains jeunes seraient recruté de force par les groupes armés non encore identifiés. Au-delà de tous ces aspects, les populations interviewées ont mentionné leur inquiétude quant aux conséquences des mouvements de populations avec une forte pression sur les services sociaux de base ainsi que la recrudescence de la crise alimentaire.

3- Incidents de protection

Au total 13 incidents de protection ont été rapportés et vérifiés au cours de cette mission, répartis de la manière suivante :

- 5 cas de meurtre aux militaires/groupes armés (2 militaires FARDC et 3 assaillants dont 1 femme parmi ces derniers)
- 4 cas de blessés de guerres aux civiles (1 femme blessée par balle et 3 hommes blessés pendant les déplacements)
- 4 cas d'incendie et destruction méchante des maisons d'habitation à Jiba.

Pendant la mission, nous avons aussi reçu une alerte de l'attaque et pillage de centre de santé (CS) de Petro dans la ZS de Jiba par l'IT de CS.

4-Personnes à besoins spécifiques

Pendant cette mission, les personnes à besoins spécifiques (PBS) ont été identifiées parmi les déplacés, qui sont les suivantes :

- 41 personnes âgées (10H et 31Fe), chef de ménage avec des enfants mineurs en charge
- 27 personnes âgées (14H et 13Fe) non accompagnés et très vulnérables.
- 6 personnes vivant avec un handicap physique (2 hommes et 4 femmes)
- 58 femmes avec des enfants, séparées de leurs maris pendant les attaques.
- 42 femmes enceintes et 76 femmes allaitantes

Aucun service de prise en charge des PBS n'est disponible dans ces villages. Cependant, on peut noter l'entraide au sein des communautés (déplacées et autochtones).

5- Violence basée sur le Genre

Lors des focus groups ou entretiens avec les femmes et les filles, il est ressorti l'existence des cas de viols et agressions sexuelles, des cas de mariages précoces/ forcés. Les incidents ne sont pas rapportés et les raisons avancées par ces derniers sont entre autres, la peur, les probables stigmatisations de la communauté, la honte à rapporter certains abus tels que les viols et agressions sexuelles qui constituent des questions presque taboues dans cette communauté. Il sied à signaler aussi l'ignorance de ces femmes et filles aux notions de VBG et à qui rapporter ces incidents de VBG.

Les hommes estiment que le trafic d'influence dans la zone est un facteur de risque de VBG pour les adolescentes et femmes surtout le sexe de survie comme les militaires sont souvent installés dans ces communautés.

Toutefois, pendant cette période de crise, certains cas de VBG ont été signalés pendant cette mission dont :

- 3 cas de viol (1 femme de 27ans et 2 filles de 17 et 19 ans) pendant la semaine du 01 au 05/10/2018 par les civiles.
- 2 cas d'agression sexuelle pendant les attaques par les FARDC

Il sied à signaler aussi de VBG structurelles dans cette communauté dont 12 cas de déni de ressource et 5 cas de mariage précoce, ont alertés et vérifiés.

6- Protection de l'Enfant

Les cas de protection de l'enfant signalé lors de cette visite sont principalement les cas de malnutrition, le cas de mariage d'enfant lié aux coutumes, la déscolarisation, les abus et exploitation des enfants, les cas d'enfants séparés de l'un des parents biologiques, et plusieurs cas d'orphelins suite au conflit. En plus de tous les problèmes de protection de l'enfance citée ci-haut, les enfants courent aussi le risque grave auprès des hommes en uniforme lors de contrôle ou fouille des passants du fait du manque des documents d'état civil.

7- Cohésion sociale ou Cohabitation pacifique

Lors des discussions ou focus groupe, il est ressorti que la cohésion sociale est l'une des problématiques de protection les plus importantes dans les groupements. Les 2 principaux groupes ethniques (Lendu et Ndo-ukebu) qui composent cette population déplacée en cohabitation pacifique, ainsi qu'avec les autochtones. Toutefois, il y a risque des conflits liés aux questions de vol et destruction des produits des champs des autochtones par les déplacés.

Réponses à ces besoins de Protection :

COOPI est présent dans la zone avec un projet de FH-RDC. COOPI prévoit organiser et réaliser des missions mobiles dans les villages/localités accessible de ces AS (Dhebu, Aboro, Buba, et Kpandroma) pour identification, soutiens psychosociaux et référencement aux services appropriés des cas de VBG, ENA/ES et autres PBS (y compris autres enfants vulnérables).

III-2. NUTRITION In WASH

La situation de la malnutrition est préoccupante dans les communautés suite aux facteurs ou causes suivants enregistrés dans ces communautés :

- Accès limité d'aliments diversifiés suite à ces crises qui ont commencé depuis bien avant dans la zone avec perte ou diminution des productions agricoles (paysans ont perdu plusieurs saisons agricoles, pillages, etc.)
- Hygiène et assainissement des communautés qui restent inquiétantes. Les latrines familiales hygiéniques sont quasi absentes, la majorité des latrines familiales ont des fosses d'un (1) mètre de profondeur et inappropriées sans superstructures. La pratique de la défécation en brousses est courante dans ces communautés. Quasi absence des laves mains dans les familles, y compris dans les structures sanitaires. La majorité de structures sanitaires n'ont pas des latrines hygiéniques.
- Accès limité d'eau potable ; quasi absence des sources aménagées et protégées. Les populations déplacées et autochtones utilisent l'eau des marais ou sources non aménagées comme eau de boisson (voir image en eau).

Pendant cette mission, certains dépistages nutritionnels ont été réalisés dans les communautés des déplacés et autochtones dont 3 cas de la malnutrition (MAS) sont identifiés sur 22 enfants mesurés (PB), soit un taux de 13,6% de cas MAS dans le site de déplacés de Dhebu.

Réponses à ces besoins Nutritionnels

COOPI va commencer la prise en charge nutritionnelle dans les AS Aboro et Kpandroma à ce mois d'octobre après la formation des RECO qui doivent réaliser les dépistages nutritionnels et les référencement des cas MAS aux UNTA.

PRONANUT est aussi présent dans les AS de Dhebu et Buba, dont son équipe des nutritionnistes se sont évacués à Kpandroma.

III-3. SANTE

Les populations déplacées et autochtones ont accès limité aux soins de santé dans les centres de santé dû à la vulnérabilité et manque de moyens pour payer les frais de soins ainsi qu'aux certaines cultures (ex : accouchements à domicile, confiance aux tradi-praticiens, etc.).

Plusieurs cas de pathologies ont été signalés par les IT dans les CS de Dhebu et CS Aboro :

- Diarrhées, majoritairement chez les enfants de moins de 5 ans
- Typhoïdes,
- Hématuries (présence du sang dans les urines).

Il sied à signaler aussi les cas de blessés de guerres dont 1 cas a été identifiés dans le CS Dhebu.

Selon les populations déplacées et l'IT du CS de Petro (ZS de Jiba), ce dernier a été victime de cette crise. Les intrants médicaux (médicaments et matériels médicaux), y compris des ATPE d'appui d'ADRA ont été pillés et le système de la chaîne de froid de vaccins (réfrigérateur détruit et les panneaux solaires pillés) par les FARDC en provenance de Bule.

Réponses aux besoins sanitaires :

COOPI va appuyer en santé maternelle dans l'AS Dhebu

Gaps :

- Pas d'acteur pour les soins de santé de base dans l'AS Dhebu ;
- Pas d'acteur pour les soins de santé de base et santé maternelle dans les AS de Kpandroma, Aboro et Buba.

III-4. SECAL (ALIMENTATION ET MOYENS DE SUBSISTANCE)

Pendant cette crise, certaines extorsions et pillages des biens des populations sur les routes de marchés ont été signalés dans les localités de Linga. Les déplacés ont fouit sans nourritures et, ils n'ont pas accès à leurs champs. Les déplacés ont commencé à détruire les champs des autochtones (vols des produits de champs) pour survivre. Une femme allaitante a été fusée par les militaires pendant qu'elle partait chercher les vivres ou nourritures dans son village d'origine.

Les déplacés ont une moyenne d'un (1) repas par jour sans distinction d'âge (enfants et adultes).

Gaps : après la crise, il n'y a pas encore d'acteur d'appui en SECAL, toutefois, avant la crise, CARITAS et AJEDEC distribuaient les vivres à ces communautés.



Fonds
Humanitaire
RDC



RECOMMANDATIONS

- ❖ En urgence, il faut distribuer les vivres à ces déplacés ; de préférence la distribution en nature.
- ❖ En urgence, il faut les soins de santé de base à ces déplacés
- ❖ Nécessité des intrants nutritionnels supplémentaires au projet COOPI
- ❖ Nécessité d'une coordination avec PRONANUT pour la prise en charge nutritionnelle ; soit à fixe (dans les CS) et mobiles (postes avancés) dans les AS affectées par cette crise.
- ❖ Sécurisation des populations et aux acteurs humanitaires: plaider aux commandants des opérations pour le respect des droits humains et faciliter l'accès aux humanitaires. Plaider auprès de la MONUSCO pour le renforcement des patrouilles dans groupements/ localités
- ❖ Nécessité d'une évaluation classique en AME/Abris, Education et Wash.